



En préambule, Solidaires Finances a rappelé au nom de l'intersyndicale le courrier qui a été adressé aux Ministres et à la Secrétaire générale concernant le dialogue social en termes de méthode et de fond indiquant les axes prioritaires qui devront être fixés dans l'agenda social à venir. L'intersyndicale attend de votre part des réponses, avec un engagement sincère.

Déclaration Solidaires Finances

Monsieur le Ministre,

Après les élections professionnelles de décembre 2022 qui ont permis de définir la représentativité des organisations syndicales avec une forte légitimité puisque plus de 70 % des personnels ont participé à l'ensemble des scrutins, nous pourrions aborder ce 1^{er} CSA ministériel en faisant abstraction du monde dans lequel nous évoluons toutes et tous. Mais cette mobilisation historique et inédite contre la réforme des retraites tant par le soutien sans faille des travailleurs et travailleuses que par son caractère unitaire de l'ensemble des organisations syndicales, qui dure depuis le 19 janvier, ne peut laisser personne indifférente et surtout pas les responsables politiques et administratifs que vous êtes, enfin nous l'espérons.

Au-delà de la divergence de fond qui nous oppose de chaque côté de la table, les questions qui se posent aujourd'hui sont :

- « où en sommes-nous ? »
- « comment abordons-nous le dialogue social ? ».

En effet, l'expérience de ces derniers mois nous laisse un goût amer, voire acide sur le sens que vous mettez derrière les mots « dialogue social » et « concertation ». Si la spécialité de la novlangue est de vider les mots de leur sens, nous pouvons dire que vous avez réussi l'objectif.

Mais notre présence à ce CSA ministériel n'est pas destinée à faire les constats d'échec et de mépris que ce gouvernement a à l'égard des citoyens et citoyennes, des représentants des personnels mais, avant tout, car nous avons toujours été, et le sommes encore plus que jamais aujourd'hui, des syndicats responsables qui portent les revendications des personnels.

Alors, Monsieur le Ministre, comme vous êtes un représentant de ce gouvernement qui n'hésite pas à mouiller sa chemise pour défendre une réforme injuste et brutale et tenu des propos parfois provocateurs, envers celles et ceux qui expriment leur opposition lors de vos déplacements, nous attendons des gages forts sur les enjeux qui s'ouvrent pour les personnels du ministère.

Ces gages doivent porter à la fois sur la forme du dialogue mais aussi et surtout sur le fond. Il est des choses que nous n'accepterons plus et d'autres qu'au contraire, nous exigerons.

Nous vous renvoyons à la lettre unitaire du 10 mai, sur ce point.

En termes d'axes de travail, les sujets suivants devront impérativement être inscrits en tant que priorités :

- le dossier rémunérations, carrières et promotions, face aux questions d'inflation et de coût de la vie,
- la protection sociale complémentaire, chantier majeur, touchant 129000 actifs et 144 000 retraités,
- la sécurité des agents dans l'exercice de leurs missions,
- les politiques ministérielles de l'action sociale et de la santé / sécurité – conditions de travail,
- l'élaboration de la convention FIPHFP

Vous l'aurez compris, Monsieur le Ministre et Madame la Secrétaire générale, les organisations syndicales du ministère ne seront pas vos faire-valoir dans un ministère où tout irait bien. Nous serions alors en total décalage avec la réalité quotidienne de nos collègues.

Nous entendons par notre présence aujourd'hui porter la parole des agents et des agentes de notre Ministère.

Nous ne souhaitons pas de vendeurs de mirages, mais nous voulons des responsables politiques et administratifs engagés pour leurs administrations et leurs personnels tout comme le sont les représentantes et représentants présents devant vous aujourd'hui, respectueux de celles et ceux qui nous ont fait confiance aux élections professionnelles de 2022.

Si nous n'avions qu'un vœu à émettre, pour l'exercice présent, ce serait le suivant : ne vous méprenez pas sur la gravité de la situation. C'est une défiance profonde à laquelle vous avez la responsabilité de faire face. Il ne s'agit pas que de la nôtre - celle des fédérations du ministère -, ce qui ne serait pas satisfaisant certes, mais constituerait un moindre mal si l'on ose dire. Les choses sont bien plus graves que cela. En effet, nous voyons deux mondes qui s'ignorent de plus en plus :

- d'une part, vous (c'est un « vous » générique), vos politiques et vos réformes,
- de l'autre côté, les agents et nous.

Même la séquence toute fraîche de la journée d'avant-hier, où vous avez déployé un grand show sur le thème, oh combien louable, de la lutte contre la fraude fiscale, est une illustration de ces deux univers parallèles. En effet, au-delà du fond des mesures et de ce qu'on en pense, une question nous est tout de suite venue collectivement à l'esprit : où est donc, le dialogue social, dans l'affaire ??!

A quel moment, tout ceci a-t-il fait l'objet d'un échange dont l'importance du sujet mériterait qu'il soit approfondi ? Si l'on excepte une vague proposition de réunion avec votre cabinet un peu avant midi et pas loin d'une journée d'action, c'est à peu près, malheureusement et cruellement, tout.

Or, l'affaire pourrait largement remodeler une part de nos missions, de nos structures et du quotidien des agents.

A quel moment l'agent (et accessoirement son représentant) peut-il/elle se sentir impliqué, porté par tout cela ? La réponse peut être : en écoutant France Inter le matin ou en regardant BFM tard le soir.

Bien évidemment, vous êtes un communicant remarquable. Mais, au vu du contexte, la communication ne suffira pas.

Nous appartenons à un ministère assez largement en crise, qui a subi restructurations et remises en cause incessantes, en plus d'un jeu de massacre budgétaire, étalé sur des années.

Nous faisons partie intégrante d'un Service Public, attaqué sur ses fondamentaux. Pour être juste, notons que l'affaire remonte à loin. Mais la période que nous traversons a indéniablement donné un écho peut-être sans précédent à cette crise.

Dès lors, nous ne pouvons que vous inciter le plus solennellement possible à considérer les temps actuels pour ce qu'ils sont : un moment de vérité.

Et sans vouloir nous livrer à un exercice un peu angoissant de lecture de boule de cristal, nous vous alertons sur le fait qu'à notre sens, il n'y en aura plus beaucoup d'autres devant nous, dans un horizon proche.

Si la mesure exacte de la situation et de l'état de défiance qui règne, à Bercy comme ailleurs, n'est pas prise, c'est à une prodigieuse gueule de bois politique qu'il convient de se préparer. Et vous, ainsi que la ligne politique à laquelle vous adhérez, ne pourrez, en aucun cas dire que vous n'est responsable en rien dans l'affaire.

Paris, le 11 mai 2023